



# Augmenter les salaires, l'urgence de la rentrée !

*En cette rentrée, les préoccupations concernant le pouvoir d'achat dominant toujours l'actualité sociale. Les salaires ont constitué, en 2007, le principal motif des conflits dans les entreprises, en 2008 le phénomène s'est amplifié.*

## AMPLIFIER LA MOBILISATION SOLIDAIRE POUR LES SALAIRES

« Travailler plus pour gagner plus », ce slogan présidentiel vaut autant que ce vieux dicton « *les promesses ne valent que pour ceux qui les croient* ».

**Autrement dit, les salariés ont tout intérêt à se rassembler et s'unir dans l'action afin de modifier le rapport des forces dans le sens des intérêts du monde du travail et d'imposer partout des négociations salariales. La CGT est à votre disposition, partout, pour exiger l'augmentation générale des salaires, des pensions de retraites et des minima sociaux, le recul de la précarité, l'amélioration des conditions et de la durée du travail, le plein emploi.**

Enjeu central pour conquérir un emploi décent pour tous, la Cgt propose la revalorisation du Smic à 1 500 euros brut tout de suite et la répercussion de cette augmentation sur l'ensemble des salaires pour qu'ils soient tous tirés vers le haut.

Les moyens existent pour répondre à ces exigences : les profits des entreprises du CAC 40, les profits de la spéculation financière...

C'est le sens de la campagne lancée par la CGT Ile-de-France depuis le début de l'année 2008 à travers la signature d'une carte pétition proposée aux salariés, retraités, chômeurs d'Ile-de-France. (55 000 signatures recensées fin juillet).

Des actions nombreuses ont été menées durant ce premier semestre dans les entreprises, avec des résultats positifs. Le 16 avril dernier, une manifestation régionale, unitaire a rassemblé 13 000 salariés du public et du privé, actifs, retraités, privés d'emploi pour exiger :

- La revalorisation immédiate des salaires, traitements, pensions et minima sociaux garantissant le maintien constant du pouvoir d'achat.
- De véritables négociations salariales dans les entreprises du privé comme du public.
- De porter immédiatement le Smic à 1 500 euros comme base de départ des grilles de salaire.
- Prise en charge par l'employeur du coût du trajet domicile/travail (chèque transport).

## UN COUP DE POUCE AU SMIC, C'EST INDISPENSABLE

Alors que les prix flambent, que le pouvoir d'achat est une préoccupation majeure pour les Français, le gouvernement refuse aux 2,5 millions de Smicards (dont 90 000 à temps partiel) la moindre augmentation au-delà de la règle légale. Le Smic a été seulement revalorisé de 8 centimes d'euros (+0,9 %) au 1er juillet 2008 ! L'augmentation de 2,1 % intervenue cette année dès le 1er mai, ne relève que de l'obligation légale d'ajuster le Smic dans les mêmes proportions que l'inflation lorsque celle-ci franchit le seuil de 2 %.

Le refus du gouvernement d'accorder un coup de pouce au Smic est scandaleux. Alors qu'il y a un an, le Président de la République avait promis à « *la France qui se lève tôt* » de revaloriser la valeur du travail, aujourd'hui le bilan est lourd. Pour la 1ère fois depuis 25 ans, le taux du salaire horaire ouvrier évolue moins vite que les prix. Cette situation nécessite encore plus un coup de pouce gouvernemental sur le Smic pour aller au-delà de son augmentation légale, d'autant plus que l'inflation déjà élevée (+ 3,6 % en moyenne sur 1 an) pèse plus lourd sur les budgets modestes.

**Selon l'IFOP, 42 % des Français ne sont pas partis en vacances cet été (+ 10 % depuis 2005). Toutes les catégories socioprofessionnelles sont concernées : les ouvriers : 41 % en 2008 contre 21 % en 2005 ; les employés : 47 % en 2008 (+ 13 % depuis 2005) ainsi que les cadres : 20%, soit une hausse de 8 % en 4 ans.**

## LE SMIC N'EST PAS L'ENNEMI DES SALAIRES ET DE L'EMPLOI

L'année dernière le gouvernement avait justifié sa décision de ne pas donner de coup de pouce au Smic au motif qu'un Smic trop élevé pénaliserait les négociations sur les salaires. En vérité, gouvernement et patronat s'entendent comme « *larrons en foire* » pour faire baisser le prix de la force de travail. Ce qui se traduit par une « *smicardisation* » des salariés tou

Prud'hommes  
3 décembre 2008



**Pour les revendications**

Jeunes, salarié(e)s, retraité(e)s,  
ensemble et solidaires

**Meeting  
avec Bernard Thibault**

**jeudi  
25 septembre 2008 à 14h au Zénith de Paris**

jours plus grande et par le non paiement des qualifications à leurs justes niveaux.

Au bout du compte, l'absence de coup de pouce au Smic, les augmentations limitées aux premiers niveaux des grilles des salaires, les exonérations et allègements de cotisations sociales (plus de 25 milliards d'euros) accordées sans contreparties aux employeurs, alimentent ce système de trappes à bas salaires. Elles fragilisent et réduisent les financements de la protection sociale, des services publics...

#### **LE SMIC, UN DES PILIERS DE LA CROISSANCE**

C'est la base de la reconnaissance des qualifications et la construction de garanties salariales dignes de ce nom. C'est aussi un repère social en terme de niveau de vie pour les retraités, pour les privés d'emploi et les bénéficiaires des minima sociaux. **L'urgence d'une revalorisation immédiate**

et significative du Smic répercutée sur tous les niveaux de salaires est une **nécessité impérieuse**. C'est non seulement possible mais nécessaire en s'attaquant résolument à la répartition des richesses et à une autre manière de tirer la croissance en favorisant le progrès social et le plein emploi.

**La CGT Ile-de-France vous appelle à agir, à poursuivre la signature de la carte pétition (voir site URIF CGT [www.urif.cgt.fr](http://www.urif.cgt.fr)) et vous invite à participer massivement au rassemblement, à Paris, au Zénith, le 25 septembre.**

*Pour me faire entendre, je me syndique à la CGT*

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Entreprise : ..... Localité : .....



**Bulletin à retourner à l'URIF CGT**

263, rue de Paris, case 455 – 93516 Montreuil Cedex

E-mail : [urif@cgt.fr](mailto:urif@cgt.fr) • [www.urif.cgt.fr](http://www.urif.cgt.fr)

Tél. : 01 48 18 83 92